



BELGIAN COLLEGE OF EMERGENCY PHYSICIANS (BeCEP)



Erkende beroepsvereniging – Union professionnelle reconnue
Kroonlaan 20, 1050 Brussel – Avenue de la Couronne 20, 1050 Bruxelles
☎ 02/649.21.47 - 📠 02/649.26.90 - info@vbs-gbs.org

STOP AU BASHING DU SECTEUR DES URGENCES !

Les associations représentatives du secteur des urgences ont analysé le rapport¹ volumineux du KCE en profondeur. Elles avaient déjà pu prendre connaissance des conclusions, mais malheureusement, sans disposer de l'étude en tant que tel. Il va de soi que, lorsque cela est possible, l'intégration sur le même lieu des soins non planifiables des médecins généralistes et des services d'urgences constitue la solution la plus performante, la plus qualitative et la moins onéreuse pour le patient individuel et la société dans son ensemble : aucune étude de grande envergure n'est pour cela nécessaire. Malheureusement, les médecins généralistes n'y sont pas (encore) favorables.

La manière dont le KCE parvient à ses conclusions sur la base de son rapport « scientifique » reste pour nous un mystère. En effet, les conclusions et recommandations sont loin d'être étayées par l'enquête. La qualité du *benchmark* étranger, que tout le monde attendait, est médiocre. Ainsi, pour les différents systèmes de santé, on compare des pommes et des poires et il n'est pas du tout question d'une analyse santé économique documentée en la matière. Les données chiffrées publiées, non nuancées, menacent d'induire les décideurs – notamment politiques – en erreur s'ils ne connaissent pas la situation exacte. Ceci est aggravé par le fait que parmi les données citées par le KCE, nombreuses sont celles qui ont été retirées de leur contexte original (et adaptées) ; le message clé des articles originaux a donc été complètement inversé afin de l'inscrire dans une vision politique. Il est ainsi indiqué que la consommation et le coût de revient des urgences belges sont plus élevés que dans d'autres pays, ce qu'une autre étude contredit. Cette prémisse infondée ne peut donc en aucun cas constituer la base d'une « réforme » du paysage des soins d'urgence (lire : « économies »).

Bien au contraire : il faut investir dans les soins non planifiables ! Il existe des manquements structurels importants sur le plan des effectifs et des moyens des services d'urgences, auxquels on doit rapidement trouver une solution, aussi bien pour le personnel infirmier que médical. Il est par exemple devenu intenable que les médecins urgentistes soient contraints de continuer à financer les permanences du SMUR avec les honoraires qu'ils génèrent aux services des urgences. Il est également particulièrement inapproprié que le 18 mars 2016, quatre jours avant les attentats de Bruxelles – catastrophe lors de laquelle nos services ont donné le meilleur d'eux-mêmes – la ministre ait d'un trait de plume, via la publication soudaine d'un arrêté royal, diminué de 10 % les honoraires des prestations intellectuelles des médecins qui soutiennent les urgentistes pendant les permanences. En outre, les autorités imposent des normes et des procédures administratives toujours plus contraignantes, ce qui nécessite du personnel infirmier plus qualifié, mais dans le même temps, elles ne mettent pas à disposition les moyens nécessaires à cette fin. Cette situation ne peut plus durer.

Si les autorités nous en donnent les moyens, nous souhaitons continuer à nous engager de manière qualitative et consciencieuse vis-à-vis de la population qui a besoin de nous nuit et jour. Or, cela sera impossible avec les plans visant à faire pression sur notre secteur ou à empêcher les patients de recevoir une aide professionnelle en les obligeant à passer par un « Dr Google » virtuel au téléphone (numéro 1733) avant d'accéder aux urgences, ou en plaçant un videur subsidié à la porte de nos services. Il est grand temps que la population et le pouvoir politique en prennent conscience.

¹ Rapport 236B du KCE : « [Organisation et financement des services d'urgence en Belgique : situation actuelle et possibilités de réforme.](#) »

Soyons clairs : nous souhaitons participer de manière constructive et pragmatique avec rigueur scientifique, en concertation avec toutes les parties prenantes, à la recherche d'une solution dans un cadre abordable financièrement et avec un suivi qualité maximal.

Jan Stroobants,
Président BeCEP²

Saïd Hachimi Idrissi,
Président BeSEDIM³

Adeline Higuët,
Présidente Collège
qualité de médecine
d'urgence

Door Lauwaert,
Président VVVS⁴

Yves Maule,
Président AFIU⁵

² Belgian College of Emergency Physicians

³ Belgian Society of Emergency and Disaster Medicine

⁴ Vlaamse Vereniging Verpleegkundigen Spoedgevallenzorg

⁵ Association Francophone des Infirmiers d'urgence